



KPMG SA  
15 Rue Pré Paillard  
CS 20121  
74940 Annecy

# Association Vélo & Territoires

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023  
Association Vélo & Territoires  
2 allée de Lodz - 69007 Lyon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
15 Rue Pré Paillard  
CS 20121  
74940 Annecy

## **Association Vélo & Territoires**

2 allée de Lodz - 69007 Lyon

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association Vélo & Territoires,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Vélo & Territoires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Annecy, le 11 octobre 2024

KPMG SA



Philippe Chapon

Commissaire aux comptes

# Bilan synthétique -Actif

	Brut	Amortissements provisions	23 Du 01/01/2023 au 31/12/2023	22 Du 01/01/2022 au 31/12/2022
<b>ACTIF</b>				
Autres immobilisations incorporelles	64 765	64 294	471	837
Autres immobilisations corporelles	55 871	40 381	15 491	23 709
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)</b>	<b>120 636</b>	<b>104 675</b>	<b>15 962</b>	<b>24 546</b>
Clients et comptes rattachés	105 548	22 242	83 306	16 220
Autres créances	168 020		168 020	59 331
Valeurs mobilières de placement	278 666		278 666	402 114
Disponibilités	72 252		72 252	99 185
Charges constatées d'avance	13 142		13 142	19 154
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)</b>	<b>637 627</b>	<b>22 242</b>	<b>615 385</b>	<b>596 004</b>
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>	<b>758 263</b>	<b>126 917</b>	<b>631 346</b>	<b>620 550</b>

## Bilan synthétique - Passif

	Brut	Amortissements provisions	23 Du 01/01/2023 au 31/12/2023	22 Du 01/01/2022 au 31/12/2022
<b>PASSIF</b>				
Capital social ou individuel	485 675		485 675	582 848
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	32 551		32 551	-97 173
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>518 227</b>		<b>518 227</b>	<b>485 675</b>
Provisions pour charges	11 088		11 088	8 753
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>11 088</b>		<b>11 088</b>	<b>8 753</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 010		22 010	51 404
Dettes fiscales et sociales	79 871		79 871	74 718
Autres dettes	150		150	
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>102 031</b>		<b>102 031</b>	<b>126 122</b>
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>631 346</b>		<b>631 346</b>	<b>620 550</b>

# Compte de résultat synthétique

	<b>23</b> <b>Du 01/01/2023</b> <b>au 31/12/2023</b>	<b>22</b> <b>Du 01/01/2022</b> <b>au 31/12/2022</b>	<b>Variation</b> <b>(Montant)</b>	<b>Variation</b> <b>(%)</b>
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>1 199 018</b>	<b>992 925</b>	<b>206 093</b>	<b>21</b>
Production vendue (services)	908 893	776 876	132 017	17
Subventions d'exploitation	265 490	184 847	80 643	44
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	24 633	31 202	-6 569	-21
Autres Produits	2	0	2	100
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>-1 171 299</b>	<b>-1 086 833</b>	<b>-84 465</b>	<b>-8</b>
Autres achats et charges externes	-334 073	-297 832	-36 241	-12
Impôts, taxes et versements assimilés	-36 192	-31 746	-4 445	-14
Salaires et traitements	-553 107	-513 795	-39 312	-8
Charges sociales	-206 298	-183 747	-22 552	-12
Dotations aux amortissements (immo.)	-12 681	-17 181	4 500	26
Dotations aux provisions sur actif circulant	-22 242	-16 103	-6 140	-38
Dotations aux provisions pour risques et charges	-2 335	0	-2 335	100
Autres charges	-4 371	-26 430	22 059	83
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>27 719</b>	<b>-93 908</b>	<b>121 628</b>	<b>130</b>
<b>Total des produits financiers (V)</b>	<b>6 609</b>	<b>819</b>	<b>5 790</b>	<b>707</b>
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	6 609	819	5 790	707
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>6 609</b>	<b>819</b>	<b>5 790</b>	<b>707</b>
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>0</b>	<b>44</b>	<b>-44</b>	<b>-100</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	44	-44	-100
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>-1 776</b>	<b>-4 127</b>	<b>2 351</b>	<b>57</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-1 074	-3 183	2 109	66
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-703	-944	242	26
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>-1 776</b>	<b>-4 083</b>	<b>2 307</b>	<b>56</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	100
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>32 551</b>	<b>-97 173</b>	<b>129 724</b>	<b>133</b>

# Annexes

## Règles et méthodes comptables

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association VELO ET TERRITOIRES a pour objet de mener toute action en faveur du développement du vélo et notamment :

- Mettre les collectivités territoriales en réseau pour contribuer activement à l'équilibre des territoires par l'aménagement d'un maillage cyclable les reliant entre eux et d'une planification favorable à la réalisation du réseau national.
- Éduquer pour l'avenir et faire du vélo un outil de mobilité à part entière, une réponse au défi climatique, un outil au service d'une société inclusive et en bonne santé.
- Faire de la France la première destination mondiale pour le tourisme à vélo, vecteur de retombées économiques considérables.
- Fédérer les acteurs nationaux pour porter la France au rang des grandes nations cyclables et participer à une ambition européenne pour le vélo.

### Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions :

- du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ;
- du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Mention des contributions volontaires : les contributions volontaires ne sont pas valorisées en pied de compte de résultat car les activités de l'association ne permettent pas d'établir ce suivi.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue : Logiciels = 1 an ; Matériel informatique = 3 ans ; Mobilier = 10 ans



## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Les produits exceptionnels et charges exceptionnelles tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Engagement de retraite

La population salariée de l'association se compose comme suit :

Catégorie	Effectif	Hommes	Femmes	Age moyen	Ancienneté moyenne	Salaire annuel moyen	Masse salariale
Cadres	17	4	13	37	5	31 059 €	528 000 €
Employés administratifs	2	0	2	23	0	9 281 €	18 563 €
Total	19	4	15	36	5	28 766 €	546 563 €

Compte tenu de l'activité de l'association, la convention collective Indemnité légale (décret n° 2017-1398 du 25 septembre 2017) a été retenue.

Elle garantit aux salariés appartenant à chacune des catégories définies ci-dessus, et liquidant leurs droits à la retraite, une indemnité de départ variable en fonction de leur ancienneté totale dans l'association et de leur rémunération.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

1- Paramètres économiques :

- L'augmentation annuelle des salaires est de 1% constant pour les catégories « Cadres » et « Employés administratifs »
- Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de 3,75% (inflation comprise)

2- Paramètres sociaux :

- Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :
  - o 65 ans pour la catégorie « Cadres »
  - o 62 ans pour la catégorie « Employés administratifs »
- Le taux de rotation retenu est de 1% constant pour les catégories « Cadres » et « Employés administratifs »
- Le taux de charges sociales patronales est :
  - o 56,81% pour la catégorie « Cadres »
  - o 5,25% pour la catégorie « Employés administratifs »

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

3- Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2023.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2019-2021, données provisoires arrêtées à fin décembre 2022.

- La méthode de calcul retenue est la méthode « Rétrospective Prorata Temporis ».
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.
- La tarification est établie soit sur la base de cotisations lissées, soit sur la base de versement(s) unique(s) assorti(s) de cotisations lissées dans le temps.
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.
- Le fonds collectif est utilisé pour le remboursement des seules indemnités de fin de carrière, les cotisations sont donc exonérées de la taxe sur les conventions d'assurances.

## Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'association est essentiellement constitué de subventions d'exploitation (265,5 K€ au 31 décembre 2023) et de recettes provenant des adhésions (647,2 K€ au 31 décembre 2023).

Le montant des subventions est constaté en produits en fonction des spécificités de la convention et de l'état d'avancement du projet (travaux réalisés sur le projet à la clôture de l'exercice).

## Notes de bilan

### Actif immobilisé

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	63.756,97	1.008,00	0,00	64.764,97
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>63.756,97</b>	<b>1.008,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64.764,97</b>
Matériel informatique	52.320,05	3.791,21	6.979,67	49.131,59
Mobilier	6.739,80	0,00	0,00	6.739,80
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>59.059,85</b>	<b>3.791,21</b>	<b>6.979,67</b>	<b>55.871,39</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>122.816,82</b>	<b>4.799,21</b>	<b>6.951,12</b>	<b>120.636,36</b>

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	62.919,84	1.374,21	0,00	64.294,05
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>62.919,84</b>	<b>1.374,21</b>	<b>0,00</b>	<b>64.294,05</b>
Matériel informatique	33.481,76	10.632,85	6.276,82	37.837,79
Mobilier	1.868,89	673,99	0,00	2.542,88
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>35.350,65</b>	<b>11.306,84</b>	<b>6.276,82</b>	<b>40.380,67</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>98.270,49</b>	<b>12.681,05</b>	<b>6.276,82</b>	<b>104.674,72</b>

## État des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés	105.548,40	105.548,40	0,00
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	69,12	69,12	0,00
Autres créances <i>Dont produits à recevoir</i>	167.950,41 134.040,00	167.950,41 134.040,00	0,00 0,00
Charges constatées d'avance	13.141,80	13.141,80	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>286.709,73</b>	<b>286.709,73</b>	<b>0,00</b>

## Tableau de variation des fonds associatifs

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Réserve association	582.848,20	0,00	97.172,80	485.675,40
Résultat de l'exercice	-97.172,80	129.724,29	0,00	32.551,49
<b>TOTAL</b>	<b>485.675,40</b>			<b>518.226,89</b>

## Provisions pour risques et charges

	Provision de début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Amende et pénalités					
Pensions et obligations similaires	8.753,00	2.335,00			11.088,00
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL</b>	<b>8.753,00</b>				<b>11.088,00</b>

## État des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13.187,34	13.187,34		
Fournisseurs-Factures non parvenues	8.822,61	8.822,61		
Dettes fiscales et sociales	56.630,35	56.630,35		
Charges à payer				
Provision congés payés	16.253,00	16.253,00		
Charges sociales/ congés payés	6.988,00	6.988,00		
Organismes sociaux CAP	0,00	0,00		
Clients créditeurs	150,00	150,00		
Débiteurs et créditeurs divers	0,00	0,00		
Produits constatés d'avance	0,00	0,00		
<b>TOTAL</b>	<b>102.031,30</b>	<b>102.031,30</b>		

## Autres informations

### Informations sur les dirigeants - Rémunérations allouées aux dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants en 2023 s'élève à 77 633 euros.

### Ventilation de l'effectif moyen

	2023
Cadres	13,76
Agents de maîtrise	0
Techniciens, employés et ouvriers	0
<b>Total</b>	<b>13,76</b>